

# L'Éclaireur



Le point mensuel des gérants de WeSave.fr

## SOMMAIRE

- |    |                         |    |                                    |
|----|-------------------------|----|------------------------------------|
| 02 | L'éclairage du gérant   | 24 | Nos vues tactiques et stratégiques |
| 19 | Points macro et marchés | 25 | Pour aller plus loin               |
| 21 | Vues des actifs         |    |                                    |

# L'éclairage du gérant avril 2022

## Le responsable de l'équipe de gestion

Vincent Lequertier a 25 ans d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.fr.



Vincent Lequertier  
Gérant chez WeSave

## Matières ... Premières !

Les matières premières sont de nouveau au cœur de nos préoccupations quotidiennes, et leurs performances boursières l'attestent. C'est en effet de loin la classe d'actifs la plus performante en 2022 (+16,82%), après un gain déjà spectaculaire de +24,64% en 2021 ! Depuis de nombreuses années, les matières premières avaient pourtant été plutôt reléguées au rang de simples « commodités », mais l'actualité les porte de nouveau sur le devant de la scène. Ce réveil est-il temporaire, comme souvent par le passé, ou bien pourrait-il être durable, et quelles conséquences cela aurait-il pour l'allocation de l'épargne ?

## Définition :

Les matières premières sont des ressources naturelles qui, après transformation, servent de source d'énergie ou bien à la fabrication de produits manufacturés. Elles se décomposent en 4 principales sous-catégories, ayant chacune des utilités et des fondamentaux très spécifiques : l'énergie, les métaux industriels, les métaux précieux, et enfin les denrées alimentaires. De tous temps, la question de l'accès aux matières premières a été un enjeu vital, et bien des guerres s'expliquent par la volonté de se les approprier. Avec la montée en puissance des activités de services et les gains de productivité accomplis dans l'industrie,

la contribution des matières premières dans la valeur finale des produits a beaucoup diminué, c'est pourquoi, bien qu'indispensables, les investisseurs leur ont

accordé progressivement un peu moins d'attention. Toutefois, la COVID et le conflit entre la Russie et l'Ukraine ont radicalement changé la donne.

## Performances des principales matières premières en 2022, exprimées en Dollar et en Euro

Sources : Bloomberg, WeSave

	Performance 2022 en Dollar	Performance 2022 en Euro
<b>Energie :</b>		
Pétrole brut (Brent)	38%	42%
Gaz Naturel	53%	57%
Gaz Naturel Liquéfié (GNL)	12%	15%
Charbon	133%	139%
<b>Métaux industriels :</b>		
Aluminium	27%	30%
Cuivre	6%	9%
Plomb	5%	8%
Nickel	59%	63%
Etain	9%	12%
Zinc	18%	21%
Minerai de fer	33%	37%
<b>Métaux précieux :</b>		
Or	6%	9%
Argent	7%	10%
Platine	2%	5%
Palladium	20%	23%
<b>Denrées agricoles :</b>		
Maïs	27%	30%
Tourteau de colza	33%	37%
Soja	22%	25%
Blé	32%	36%
Cacao	5%	8%
Café	0%	3%
Coton	22%	26%
Bois	-13%	-10%
Huile de palme	35%	39%
Caoutchouc	10%	13%
Sucre	3%	6%
Bétail vivant	-2%	1%
Porcs maigres	51%	55%

## Quelques rappels utiles :

- Certains pays sont fortement dotés en matières premières et d'autres en sont largement dépourvus. Cette grande disparité affecte la souveraineté des États et crée des dépendances géostratégiques importantes.
- De véritables écosystèmes économiques sont organisés autour de l'exploitation et de la transformation des matières premières, et constituent d'importants employeurs de main-d'œuvre plus ou moins qualifiée. C'est pourquoi ce sont, là encore, des secteurs sensibles pour les États, d'autant que les enjeux écologiques associés à leur exploitation sont très importants pour les populations locales.
- Beaucoup de pays consomment tout ou partie de leur propre production de matières premières. Pour les marchés financiers, ce qui importe est alors moins les quantités de matières premières finalement produites que les surplus non consommés sur place, ces derniers faisant l'objet d'échanges internationaux. Le développement de produits financiers, plus ou moins complexes, a contribué à fluidifier ces échanges internationaux, mais facilite aussi la spéculation.
- Lorsqu'un pays importe une matière première, il effectue un transfert de pouvoir d'achat vers le pays lui ayant vendu cette ressource. La hausse actuelle des prix des matières premières pénalise beaucoup de pays, mais profite à d'autres : cette situation n'est donc pas exclusivement négative pour la croissance mondiale. Se pose en revanche la question de la concentration du pouvoir d'achat ainsi transféré entre quelques mains, et de l'emploi fait de cette manne financière. De ce point de vue, la Norvège est un véritable modèle à suivre

avec son fonds souverain destiné à protéger les intérêts de long terme de toute sa population... mais c'est plutôt une exception dans le monde !

- La facturation des matières premières est généralement libellée en Dollar, mais pas toujours. Certains pays souhaitent, pour des motifs de souveraineté ou d'indépendance financière, éviter le Dollar (Chine avec le Yuan par exemple). Les fluctuations relatives entre les devises peuvent atténuer, ou bien au contraire accentuer, le coût d'achat des matières premières. Il convient donc d'être attentif à ce facteur additionnel ! La très forte appréciation actuelle du Dollar renchérit beaucoup la facture pour la plupart des pays dans le monde.

Lorsqu'un pays importe une matière première, il effectue un transfert de pouvoir d'achat vers le pays lui ayant vendu cette ressource. La hausse actuelle des prix des matières premières pénalise beaucoup de pays, mais profite à d'autres : cette situation n'est donc pas exclusivement négative pour la croissance mondiale. Se pose en revanche la question de la concentration du pouvoir d'achat ainsi transféré entre quelques mains, et de l'emploi fait de cette manne financière...

- Les matières premières se situent en amont des chaînes de production. Toute situation de pénurie affecte directement leurs prix, et cela a des effets en cascade sur les coûts de production de tous les biens et services fabriqués grâce à elles. Pour éviter cet enchaînement inflationniste, il faudrait que les entreprises puissent compenser ces hausses de coûts d'entrants par d'importants gains de productivité ou bien, si elles n'y parviennent pas, qu'elles acceptent de sacrifier une partie de leurs marges bénéficiaires. Au vu de l'ampleur et de la vitesse des hausses actuelles de prix des matières premières, les entreprises n'ont pas d'autre choix que de relever, au moins temporairement, leurs prix de vente.
- Les entreprises sont aujourd'hui gérées en « flux tendus ». Autrement dit, elles disposent de stocks de matières premières généralement modestes afin de limiter les frais associés au stockage. Mais tout problème d'approvisionnement ponctuel peut provoquer d'importants blocages de production pour l'entreprise. Pour atténuer ce risque, elles utilisent des produits financiers optionnels permettant d'acheter ou de vendre des quantités de matières premières à des dates et à des prix convenus à l'avance. Malgré ces précautions, la spéculation financière autour des stocks marginaux de matières premières disponibles est aujourd'hui extrêmement intense, entraînant des fluctuations de prix pouvant être TRÈS spectaculaires, puisqu'on parle parfois de hausses de prix non pas à deux mais à trois chiffres durant ce seul premier trimestre de 2022 : au pic, jusqu'à +246% pour le gaz naturel, +132% pour le nickel, 102% pour le gasoil... !
- Il faut souvent plusieurs années avant que de nouveaux sites d'exploitation de matières premières soient pleinement opérationnels, et souvent une décennie pour que ces investissements soient remboursés (à condition de ne pas avoir surestimé les flux de revenus futurs !). L'importance des aléas opérationnels et financiers explique la réticence des industriels à investir dans de nouvelles capacités, contribuant à entretenir les pénuries ponctuelles et la forte volatilité de leurs prix.
- Les matières premières sont parfois substituables entre elles, bien que la qualité, les rendements, les coûts... soient alors en mode dégradé. Les violentes spéculations frappant parfois l'une ou l'autre des matières premières peuvent donc provoquer des effets de dominos sur les autres, et c'est précisément ce que l'on observe actuellement (du pétrole au gaz et au charbon, par exemple).
- L'énergie étant nécessaire à l'extraction, à la transformation, au transport... de toutes les autres matières premières, toute fluctuation des prix énergétiques affecte mécaniquement les autres segments des matières premières. L'actuel envol des prix de l'énergie renchérit donc logiquement le coût d'exploitation de toutes les autres matières premières, justifiant une partie de ces hausses de prix généralisées.
- Bien qu'ils soient souvent d'importants producteurs de matières premières, les pays émergents sont généralement très pénalisés par les flambées de leurs prix. En effet, les activités industrielles y sont intenses, et donc très consommatrices de matières premières. Par ailleurs, l'énergie et l'alimentaire occupent une part toujours importante dans le budget des ménages. Enfin, leurs devises ont beaucoup reculé face au Dollar depuis la crise de la COVID (-12,89% en moyenne depuis la fin 2019), accentuant d'autant leur perte de pouvoir d'achat. Le spectre de possibles émeutes sociales dues à des pénuries de produits alimentaires ne peut donc être exclu dans certains de ces pays (cf. « printemps arabes » en 2010-2011) !

## La rupture de tendance due à la COVID et à la guerre en Ukraine :

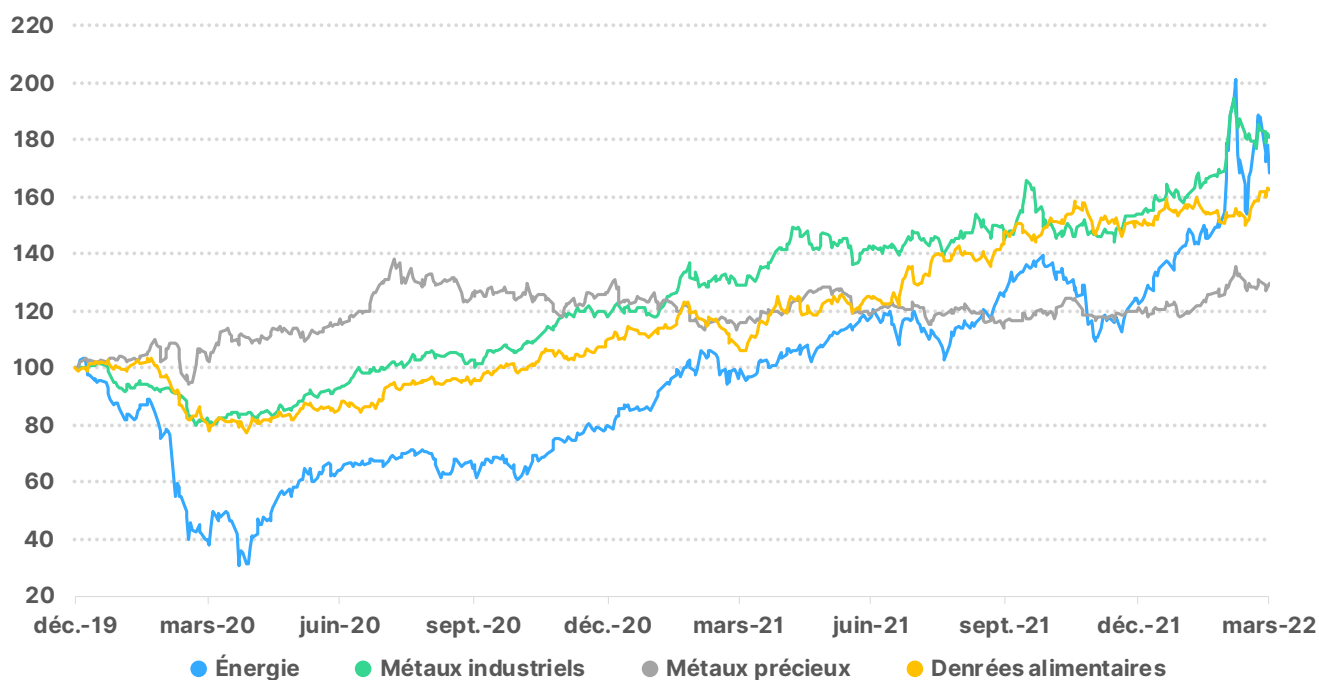
La COVID a désorganisé la production et la livraison de la plupart des matières premières du fait des contraintes sanitaires affectant les personnels, en particulier pour les pays émergents, grands producteurs et exportateurs, accusant un très fort retard de vaccination. Par ailleurs, de nombreuses activités de loisirs ayant été rendues inaccessibles par les confinements successifs ou par les mesures barrières, les ménages et les entreprises ont réaffecté leurs dépenses vers des biens industriels, et ces derniers sont, par nature, bien plus gourmands en matières premières que les services. En conséquence, on a observé SIMULTANÉMENT un afflux énorme de demande et une baisse de la production... ce

déséquilibre ne pouvait que se traduire par un envol des prix des matières premières. Précisons que la production de beaucoup de matières premières était déjà souvent, avant même la COVID, en bas régime parce que leur rentabilité financière était parfois faible, décourageant les investissements de capacité, mais aussi du fait de la montée en puissance du « socialement responsable » mettant à l'index les investissements pouvant nuire à la nature et dissuadant certains investissements pourtant nécessaires.

En début d'année, les économies du monde entier étaient plutôt en sursurrégime, profitant des impulsions budgétaires et monétaires mises en œuvre pour contrer les conséquences de la crise sanitaire. La plupart des matières premières étaient donc déjà sous tension, l'offre peinant à répondre à l'intensité de la demande. La guerre en Ukraine est donc arrivée au pire moment, et elle ne pouvait que provoquer un stress majeur sur leurs prix, ce qui faisait d'ailleurs probablement partie du plan de V.Poutine pour financer ce conflit et pour décourager les soutiens internationaux à l'Ukraine !

### Performance depuis la COVID des indices de matières premières (Base 100 = 31/12/19)

Sources : Bloomberg, WeSave

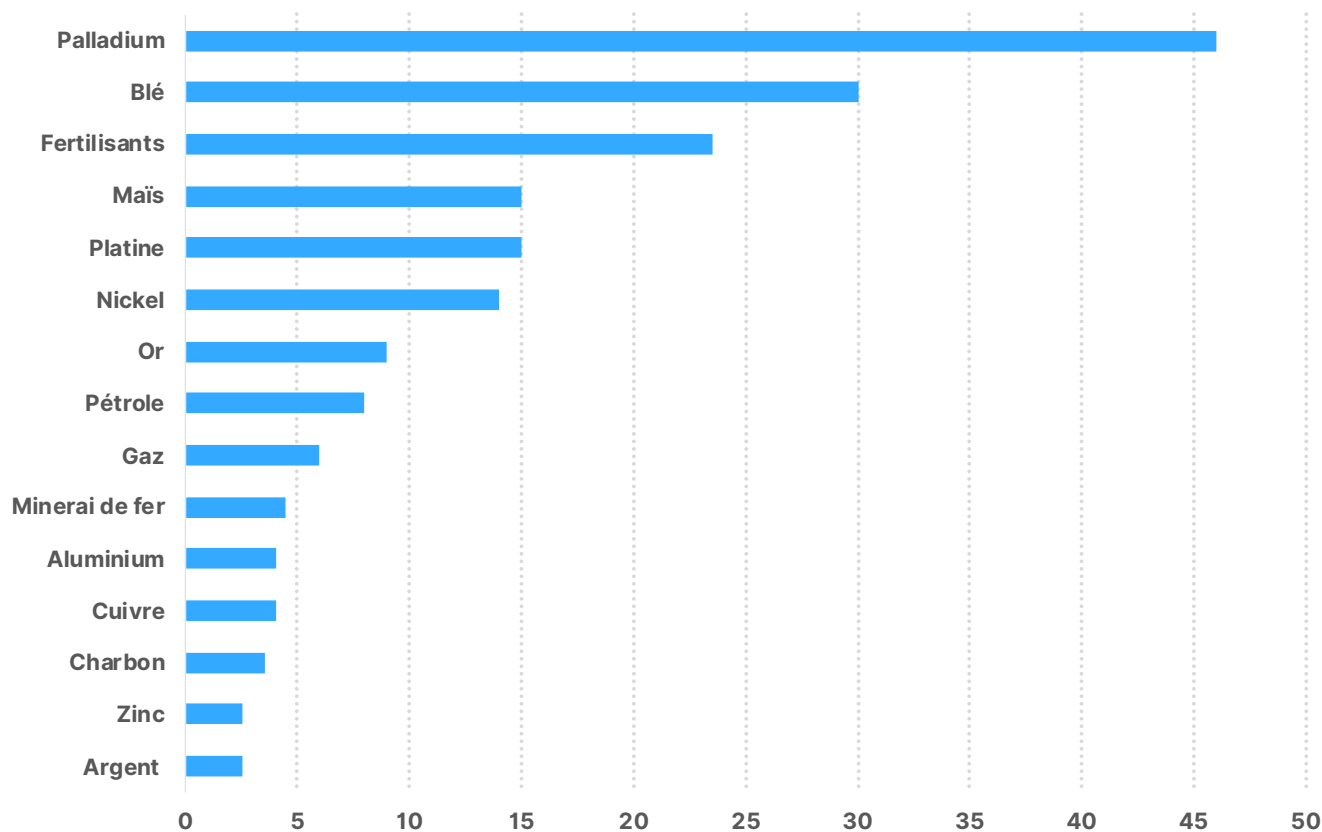


Selon la Banque Mondiale, la Russie est le 11ème pays au monde en termes de PIB (1630 Mds \$) et l'Ukraine est au 60ème rang (130 Mds \$)... soit, en cumul, seulement 2,1% du total mondial. Mais l'enjeu est bien plus important pour les matières premières, ces deux pays étant notamment des exportateurs mondiaux majeurs pour l'énergie et les produits agricoles. La Russie est ainsi le 3ème producteur au monde de pétrole avec 11,3 M de barils par jour, et le 2nd exportateur mondial derrière l'Arabie Saoudite. Plus d'1/4 de la consommation de pétrole de l'Union Européenne (UE) vient de Russie. Pour ce qui est du gaz naturel, la Russie est là encore 3ème producteur mondial, mais elle en est même le 1er exportateur au monde; disposant de 20% des réserves mondiales, elle fournit 40% de la consommation européenne. Pour ce qui est des céréales, 1/4 du total des exportations

mondiales proviennent du duo Russie-Ukraine ! On peut aussi s'inquiéter de la situation du palladium, servant notamment pour les pots catalytiques, la Russie représentant 45% de l'offre mondiale, ou bien encore de celle du titane, pour le secteur aéronautique, avec une part de marché de la Russie supérieure à 50% ! L'industrie des semi-conducteurs pourrait vite souffrir de problèmes d'approvisionnement en gaz néon, dont plus de la moitié provient d'Ukraine. Même sur un produit en apparence aussi banal que l'acier lourd, les 2 pays en sont des exportateurs majeurs, et cela peut pénaliser gravement des secteurs aussi essentiels que le bâtiment, l'automobile... La réaction épidermique des marchés financiers face à ce tragique événement est donc à la hauteur du stress potentiel que cela peut représenter pour les économies !

### Cumul des exportations Russie + Ukraine d'une sélection de matières premières (en % du monde)

Sources : Bloomberg, WeSave



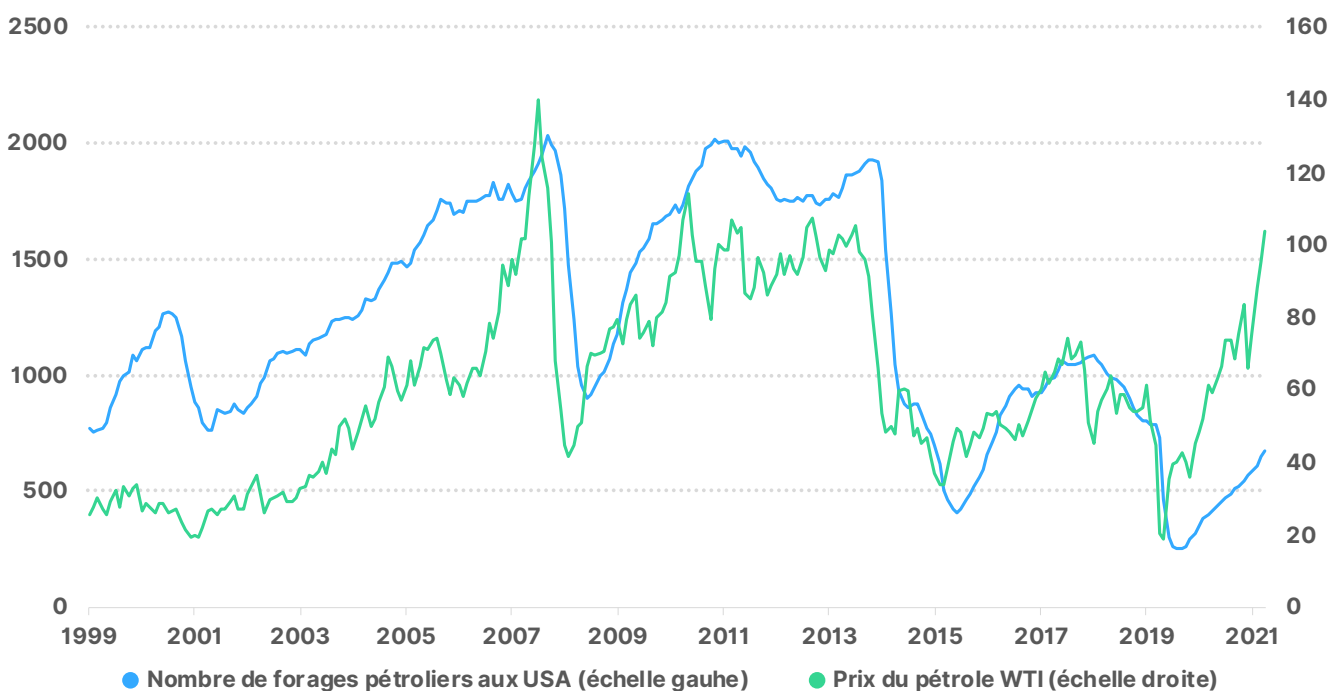
## Point sur le secteur de l'énergie :

Les déficits d'investissement dans les énergies fossiles sont très importants : près d'1/4 de ce qui aurait été nécessaire chaque année n'a pas été réalisé, et cela depuis près de 10 ans ! La nécessité de décarboner nos économies a en effet découragé les multinationales du secteur d'investir dans de nouvelles capacités, les sites étant voués à ne plus être exploités à un horizon relativement proche. Faute de prospection suffisante, les réserves exploitables diminuent donc. De plus, les sites les plus productifs s'épuisent graduellement, d'où une dégradation de leurs rendements. Parce que le « socialement responsable » s'impose, le financement de ces activités est, de surcroît, rendu de plus en plus complexe. C'est pourquoi, même avec l'actuelle flambée des prix des énergies fossiles, l'exploitation de nouveaux sites reste limitée, comme l'atteste par exemple l'évolution du nombre de

forages pétroliers aux États-Unis. L'emploi partiel des stocks stratégiques de pétrole de certains États peut atténuer temporairement le stress haussier des prix, mais il faudra reconstituer plus tard ces stocks, autrement dit les prix se maintiendront ensuite à des niveaux élevés ! Malgré les efforts de sobriété énergétique, les contraintes structurelles sur l'offre sont telles que les prix des énergies fossiles devraient rester durablement élevés. En revanche, ces hausses de prix spectaculaires, mais aussi les dépendances géostratégiques mises en évidence par le conflit en Ukraine, justifient encore plus d'accélérer la bascule vers les énergies renouvelables. Ce processus sera néanmoins très coûteux, prendra des années, et les besoins en métaux industriels sont probablement trop exigeants pour y parvenir dans les délais espérés à ce jour ! Tant qu'une innovation technologique majeure n'aura pas été trouvée dans le domaine du stockage énergétique, la problématique de l'intermittence des énergies renouvelables impliquera de continuer de faire appel aux énergies carbonées ou bien à certaines dont l'emploi est débattu, tel que le nucléaire.

### Forages pétroliers et prix du pétrole aux États-Unis

Sources : Bloomberg, WeSave

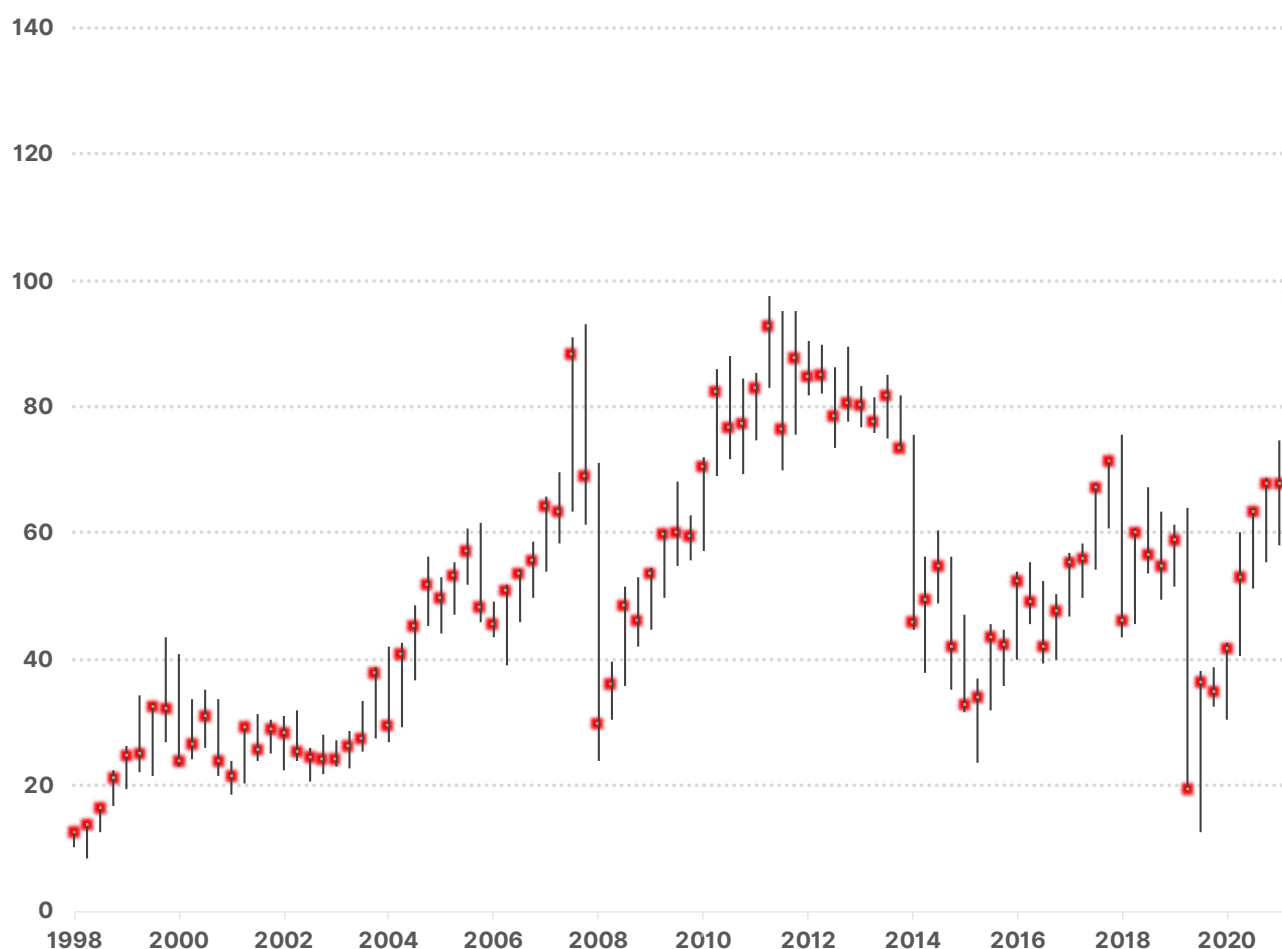


Pour ce qui est des conséquences du conflit en Ukraine sur l'approvisionnement en pétrole, il est possible d'intensifier à la marge la production de certains pays (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, États-Unis...) en substitution partielle des exportations de la Russie (autour de 5 M de barils par jour). On peut aussi espérer éventuellement voir le pétrole iranien revenir sur le marché (autour de 1 M de barils par jour) en cas d'accord sur le nucléaire. En revanche, au vu de l'état des installations pétrolières du Venezuela, l'apport éventuel de ce pays ne pourra pas être rapide. De plus, les qualités de pétrole varient fortement d'une zone à l'autre (pétrole lourd ou bien léger), et les raffineries ne peuvent pas s'accommoder facilement de ces différences de qualités. Plus généralement, il est peu probable que la logistique de transport du pétrole (disponibilité des tankers), que les

infrastructures portuaires... puissent vite supporter de tels changements de circuits d'approvisionnement. Les spécialistes du secteur envisagent donc, à ce stade, un déficit d'offre d'au moins 1 M de barils par jour si les exportations de la Russie étaient complètement gelées. L'offre pétrolière restera contrainte, et la demande devrait, de son côté, s'ajuster à la baisse car, même si les États cherchent à atténuer les impacts économiques et sociaux de cette flambée des prix (cf. « boucliers énergétiques »), leur marge de manœuvre financière a déjà été très entamée par la COVID. De plus, ces palliatifs sociaux reviennent à subventionner des énergies carbonées alors que, dans la perspective de la mise en place de taxes CO2, des prix de l'énergie élevés sont en fait une incitation efficace à tendre vers plus de sobriété énergétique.

## Prix du pétrole en Euro

Sources : Bloomberg, WeSave

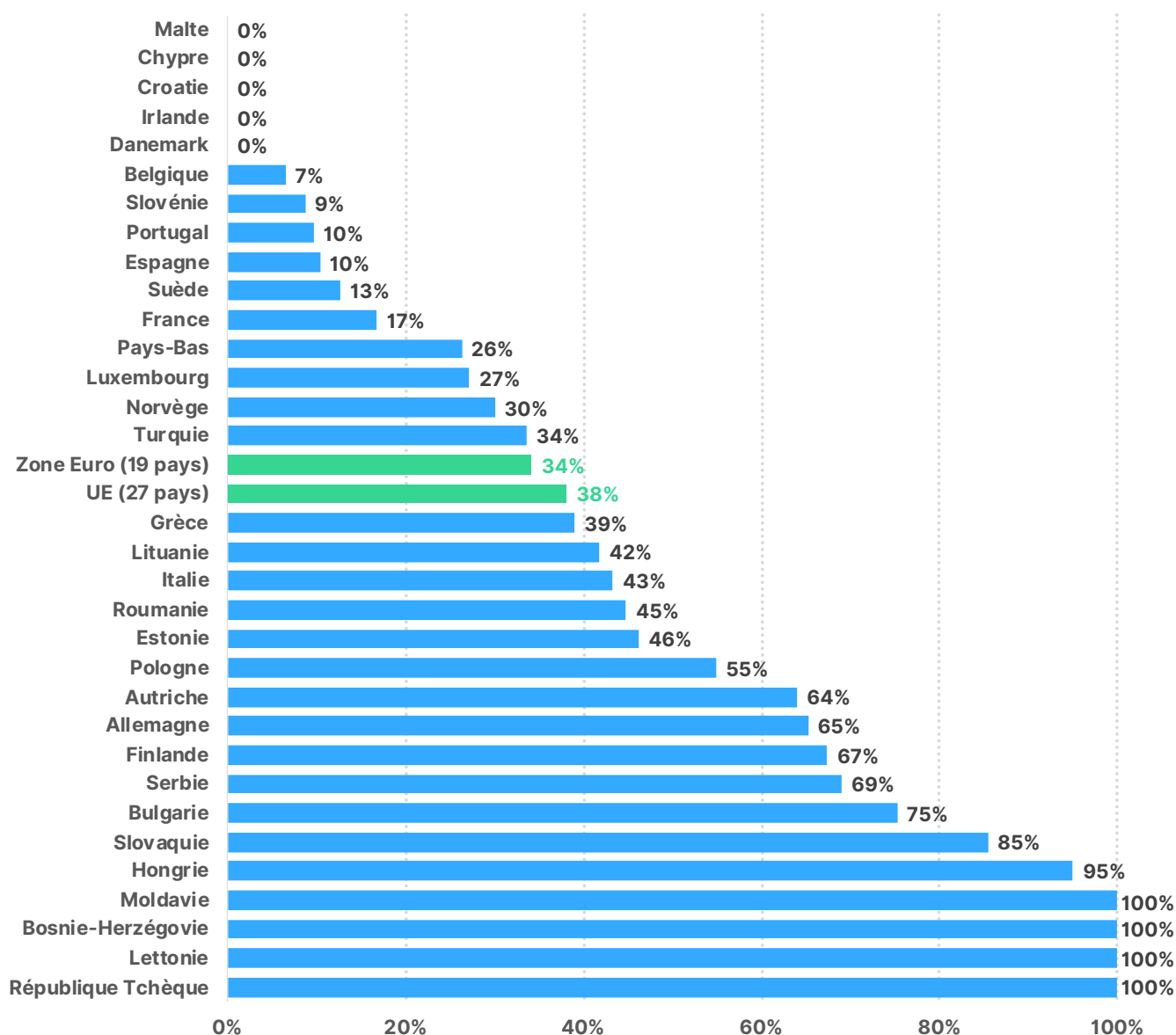


Pour tempérer ce scénario noir, rappelons tout d'abord que les craintes d'arrêt de flux des matières premières (énergétiques ou autres) sont jusqu'à présent bien plus fortes que les interruptions réellement constatées. Ensuite, face à des sanctions économiques et financières exceptionnellement fortes, la Russie n'a pour ainsi dire plus de moyens de se procurer des devises étrangères en dehors des exportations de matières premières. Par ailleurs, l'hypothèse d'un éventuel report de ses exportations vers l'allié chinois

est irréaliste, là encore du fait d'infrastructures entre les deux pays incapables de supporter de tels flux soudains. Qui plus est, sur le long terme, la Chine a-t-elle intérêt à choyer un fournisseur d'énergies carbonées vouées à ne plus être employées d'ici quelques années, ou bien plutôt les acheteurs occidentaux de ses produits manufacturés ? La Russie a peut-être surestimé l'étroitesse de ses liens avec la Chine, et cette dernière a certainement été impressionnée par l'ampleur des rétorsions et sanctions appliquées.

## Dépendance au gaz russe

Sources : Bloomberg, WeSave



## Partenaires commerciaux de la Chine (en Mds \$)

Sources : Bloomberg, WeSave

	Importation		Exportations		Cumul	
1	Japon	176,1	Etats-Unis	435,4	Etats-Unis	571,6
2	Corée du Sud	173,5	Hong-Kong	251,4	Japon	340,0
3	Etats-Unis	136,1	Japon	163,9	Corée du Sud	282,4
4	Australie	114,8	Corée du Sud	108,9	Hong-Kong	258,5
5	Allemagne	105,3	Pays-Bas	105,1	Allemagne	199,0
6	Brésil	84,0	Allemagne	93,7	Australie	176,8
7	Viêt-Nam	78,8	Viêt-Nam	84,4	Viêt-Nam	163,2
8	Malaisie	74,7	Mexique	77,9	Brésil	120,1
9	<b>Russie</b>	<b>57,1</b>	Royaume-Uni	75,5	Pays-Bas	117,9
10	Thaïlande	48,2	Australie	62,0	Malaisie	115,7
11	Arabie saoudite	39,1	Canada	60,3	<b>Russie</b>	<b>112,0</b>
12	Indonésie	37,4	Inde	58,7	Thaïlande	98,3
13	Singapour	31,6	<b>Russie</b>	<b>54,9</b>	Royaume-Uni	95,3
14	France	30,2	Thaïlande	50,2	Mexique	93,9
15	Chili	28,8	France	41,1	Canada	82,2
16	Italie	22,2	Malaisie	40,9	Inde	79,6
17	Canada	21,9	Indonésie	39,6	Indonésie	77,1
18	Inde	20,9	Emirats arabes unis	39,4	France	71,3
19	Afrique du Sud	20,6	Singapour	37,8	Singapour	69,4
20	Royaume-Uni	19,8	Italie	36,8	Arabie Saoudite	65,6

## Point sur les denrées alimentaires :

Les marchés agricoles sont étroits, concentrés et souvent rigides. En moyenne, seulement 15% à 20% des céréales produites font l'objet d'échanges sur les marchés internationaux. Si on s'en tient aux céréales exportées dans le monde, 1 tonne sur 4 provient d'Ukraine ou de Russie, et les deux pays représentent par exemple les 3/4 des exportations d'huile de tournesol. Par ailleurs, les aléas climatiques (sécheresses ou excès de pluviométrie) rendent de plus en plus aléatoires les rendements agricoles, et c'est précisément ce qui caractérise les dernières années. Le conflit en Ukraine a donc accentué des stress déjà préexistants sur ces marchés spécifiques.

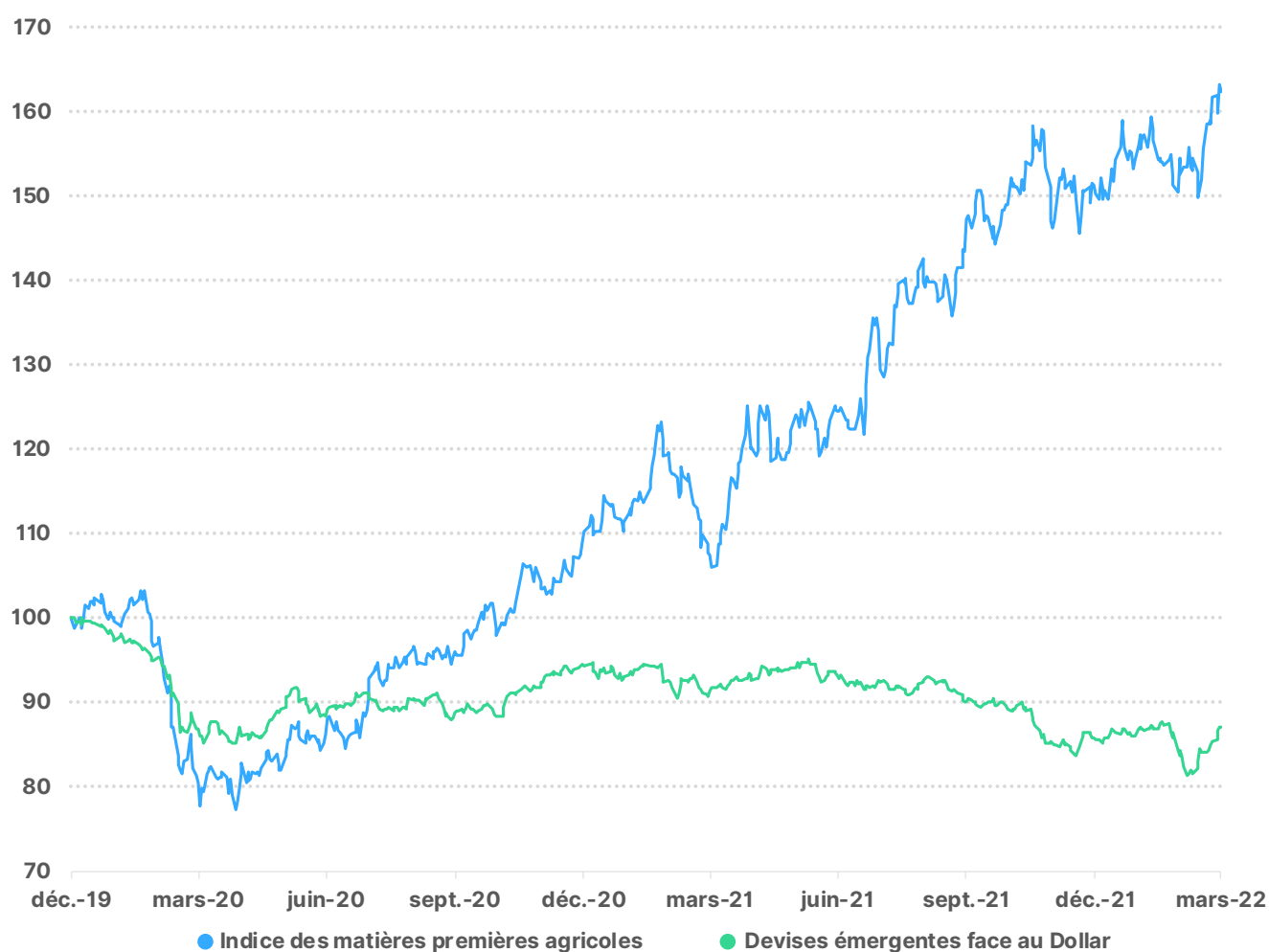
En moyenne, seulement 15% à 20% des céréales produites font l'objet d'échanges sur les marchés internationaux. Si on s'en tient aux céréales exportées dans le monde, 1 tonne sur 4 provient d'Ukraine ou de Russie, et les deux pays représentent par exemple les 3/4 des exportations d'huile de tournesol.

En 3 mois, les prix des denrées agricoles progressent de +8,1%, alors qu'ils avaient déjà gagné +50,26% depuis 2020, et il est difficile d'imaginer qu'ils rebaissent rapidement. Comment concevoir en effet que les récoltes, que les semis... puissent s'effectuer normalement en Ukraine alors que le territoire est en pleine guerre. Mais l'enjeu n'est pas seulement celui des récoltes et des stocks actuels en territoire de guerre, mais aussi ceux de demain et d'après-demain dans de très nombreux autres pays. Ce conflit complique en effet extraordinairement l'accès aux engrais et aux pesticides, la Russie fournissant 23%

En 3 mois, les prix des denrées agricoles progressent de +8,1%, alors qu'ils avaient déjà gagné +50,26% depuis 2020, et il est difficile d'imaginer qu'ils rebaissent rapidement.

### Prix des matières premières agricole et valeur relative des devises des pays émergents (Base 100 = 31/12/19)

Sources : Bloomberg, WeSave



de l'ammoniaque, 17% du potassium, 14% de l'urée, 10% des phosphates dans le monde... et tous les pays sont alors potentiellement impactés ! De plus, l'envol des prix de l'énergie renforce logiquement l'intérêt pour les agrocarburants, mais ces derniers entrent alors en concurrence avec la consommation humaine ou celle dédiée à l'élevage. Les médias concentrent généralement leurs focus sur l'actuel stress énergétique, mais c'est plus probablement un drame alimentaire qui se prépare et, comme toujours, ce sont les plus pauvres qui en seront les premières victimes !

## Point sur les métaux industriels :

Sans même avoir une quelconque vue quant à l'éventuelle dynamique du cycle économique à venir, les métaux industriels ne peuvent qu'être très recherchés durant la prochaine décennie. En effet, la marche forcée mondiale vers la transition énergétique et les besoins exponentiels de semi-conducteurs nécessiteront de disposer de quantités inédites de métaux. Une éolienne, un panneau solaire, une voiture électrique, la densification des réseaux électriques... ont besoin de vent ou de soleil, mais bien plus encore de cuivre, d'aluminium, de nickel, de cobalt, de lithium... ! Un véhicule 100% électrique emploie par exemple 6 fois plus de métaux (notamment 4 fois plus de cuivre) qu'un véhicule à moteur thermique ! Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande cumulée de certaines « terres rares », du lithium, du graphite, du cobalt et du nickel va quadrupler en moyenne entre 2020 à 2040, voire une multiplication par 42 pour le lithium, par 19 pour le nickel, et par 7 pour les « terres rares ». L'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles (IFPEN) prévoit pour sa part qu'en 2050 environ, 90% des réserves de cuivre identifiées à ce jour dans le monde pourraient avoir été consommées, recyclage inclus ! Il est probable que nous soyons

en train de substituer une dépendance aujourd'hui aux énergies fossiles pour une dépendance à terme aux métaux, et les activités de recyclage de métaux sont probablement vouées à un bel avenir ! Attention alors à ne pas devenir tributaires demain de la bonne volonté de certains pays producteurs de métaux... tel que la Chine et ses « terres rares » par exemple. Pour l'investisseur ayant un horizon de placement de long terme, les replis sur ce segment des matières premières seront des opportunités d'entrée ou des occasions pour se renforcer. En revanche, se pose la question du « socialement responsable », l'exploitation de ces métaux étant souvent très polluante et dangereuse pour la population et la nature avoisinante !



Sans même avoir une quelconque vue quant à l'éventuelle dynamique du cycle économique à venir, les métaux industriels ne peuvent qu'être très recherchés durant la prochaine décennie. En effet, la marche forcée mondiale vers la transition énergétique et les besoins exponentiels de semi-conducteurs nécessiteront de disposer de quantités inédites de métaux. Une éolienne, un panneau solaire, une voiture électrique, la densification des réseaux électriques... ont besoin de vent ou de soleil, mais bien plus encore de cuivre, d'aluminium, de nickel, de cobalt, de lithium... !

## Origine des matières premières identifiées comme critiques par la Commission Européenne (en %)

Sources : Commission Européenne, WeSave

	Matières premières	Pays d'origine	%
1	Antimoine	Chine	87
2	Barytine	Chine	44
3	Béryllium	États-Unis	90
4	Bismuth	Chine	82
5	Borate	Turquie	38
6	Cérium	Chine	95
7	Cobalt	RDC	64
8	Dysprosium	Chine	95
9	Erbium	Chine	95
10	Europium	Chine	95
11	Fluorine	Chine	64
12	Gadolinium	Chine	95
13	Gallium*	Chine	73
14	Germanium	Chine	67
15	Hafnium	France	43
16	Hélium	États-Unis	73
17	Holmium	Chine	95
18	Indium	Chine	56
19	Iridium	Afrique du Sud	85
20	Lanthane	Chine	95
21	Lutétium	Chine	95
22	Magnésium	Chine	87
23	Graphite	Chine	69
24	Caoutchouc	Thaïlande	32
25	Néodyme	Chine	95
26	Niobium	Brésil	90
27	Palladium	Russie	46
28	Phosphorite	Chine	44
29	Phosphore	Chine	58
30	Platine	Afrique du Sud	70
31	Praséodyme	Chine	95
32	Rhodium	Afrique du Sud	83
33	Ruthénium	Afrique du Sud	93
34	Samarium	Chine	95
35	Scandium	Chine	66
36	Silicium	Chine	61
37	Tantale	Rwanda	31
38	Terbium	Chine	95
39	Thulium	Chine	95
40	Tungstène	Chine	84
41	Vanadium	Chine	53
42	Ytterbium	Chine	95
43	Yttrium	Chine	95

## Point sur les métaux précieux :

Les métaux précieux ont généralement deux fonctions : des usages industriels (électronique, bijouterie, dentisterie...), et ce sont des supports d'épargne. Le conflit en Ukraine ne pose pas de problème particulier pour les approvisionnements à des fins industrielles, c'est donc surtout l'axe financier qui nous intéresse ici. À la différence de l'immobilier qui verse des loyers, des obligations qui détachent des coupons, ou des actions qui versent des dividendes, les métaux précieux ne peuvent compter que sur l'appréciation de leur prix pour améliorer la situation financière de leurs détenteurs. L'or en est évidemment le produit vedette, et il sert encore souvent de réserve de valeur dans les bilans des Banques centrales. Ce sujet est

tout sauf anecdotique, les avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe (BCR) ayant été gelés dans le cadre des sanctions par les pays occidentaux, soit 130 Mds \$ d'or sur les 630 Mds \$ d'actifs de la BCR. Sans surprise, l'or et les métaux précieux ont été recherchés durant cette phase de stress géopolitique et, à la moindre perception d'accalmie, leurs cours ont de nouveau reculé. Même si le lien est moins étroit que par le passé (cf. fin de la convertibilité du Dollar en or en 1971), la forte appréciation du Dollar a probablement atténué le rebond récent de l'or, car il y a historiquement une corrélation inverse entre l'or et le Dollar. Au-delà de ces fluctuations de court terme, les métaux précieux devraient rester recherchés durant les prochains mois, les investisseurs se tournant vers les actifs tangibles lorsque les taux d'intérêt réels sont en territoire négatif, ce qui est clairement le cas actuellement.

### Prix de l'Or en Dollar

Sources : Bloomberg, WeSave



## Conséquences pour nos économies :

Après des décennies de globalisation économique, faut-il désormais envisager l'hypothèse de retomber dans des confrontations entre blocs internationaux, les matières premières étant un possible outil de chantage puissant entre pays ou zones concurrents ? L'interdépendance commerciale était jusqu'alors plutôt ressentie comme un atout, car vecteur de paix et d'enrichissement collectif, mais c'est désormais un possible axe de fragilité et de tension !

L'actuel choc de prix élevés des matières premières est doublement négatif : il intensifie l'inflation qui était déjà dopée par les désorganisations dues à la COVID, et il freine la croissance économique. L'ampleur du ralentissement économique et l'intensité de l'inflation dépendront notamment de la durée du conflit en Ukraine, mais les effets sur la psychologie des agents économiques pourraient être en revanche durables ! En approximation très grossière, une hausse de 10 \$ des prix du pétrole enlève, à elle seule, -0,2% à la croissance mondiale et ajoute +0,4% à l'inflation. Fin 2021 le pétrole Brent était à 77,46\$ et, sur 3 mois, sa moyenne s'établit déjà à 99,53\$... soit un impact de -0,4% sur la croissance et +0,8% d'inflation. Au vu de l'emballement de toutes les matières premières, et si le conflit devait durer, on ne peut exclure que le choc sur la croissance économique mondiale avoisine finalement les -1% et le double sur l'inflation !

Le pouvoir d'achat des ménages est directement affecté par les hausses de prix des matières premières, et, sauf à disposer d'une épargne de secours, leur consommation en dépend : les employés devront négocier des hausses de salaires, et ceux touchant des pensions ou des allocations devront faire pression pour obtenir des indexations sur l'inflation. Une spirale prix-salaires est donc susceptible de se mettre en

place. Les marges bénéficiaires des entreprises devraient elles aussi en souffrir, notamment pour les secteurs d'activité les plus consommateurs de matières premières, et c'est alors leur capacité à investir qui est en jeu.

Heureusement, le tassement économique à venir s'applique à une croissance qui était attendue encore très forte en 2022... donc pas de récession à craindre a priori, mais un retour aux rythmes d'avant COVID bien plus rapide que prévu ! Les États chercheront à atténuer ces chocs sur la croissance, notamment par quelques assouplissements fiscaux, mais leurs situations budgétaires déjà très dégradées par la COVID en limitent la portée. Pour ce qui est des Banques centrales, c'est le pire des scénarios qui s'annonce, leur mission consistant à lutter contre l'inflation, mais tout durcissement de leur politique monétaire accentuera le ralentissement économique déjà à l'œuvre, sans pour autant contribuer évidemment à la production du moindre baril de pétrole, de la moindre tonne de nickel... puisqu'affectant la demande sans avoir de prise favorable sur l'offre ! L'Europe étant au centre du conflit, le défi sera particulièrement difficile pour la Banque centrale européenne (BCE).

## Les allocations d'actifs dans ce contexte :

En début d'année, l'inquiétude des investisseurs portait surtout sur l'inflation et la nécessité de durcir les politiques monétaires. Comme nous l'avons vu précédemment, il est probable que l'inflation par les matières premières soit vouée à être durable et non pas simplement conjoncturelle. De plus, il faut ajouter un cycle économique ralentissant plus vite qu'anticipé jusqu'alors. Il convient d'être encore plus vigilant qu'à l'accoutumée aux allocations d'actifs.

## Performances des grandes classes d'actifs sur 15 ans (de 2007 à 2021, hors 2022) et détail des 5 dernières années

Sources : Quantalys, WeSave

	Performance annualisée sur 15 ans	Volatilité annualisée sur 15 ans	2018	2019	2020	2021	2022
Actions USA	10,2%	16,8%	-2,2%	30,7%	9,9%	33,1%	-2,5%
Actions Monde	6,7%	14,7%	-7,4%	26,3%	8,7%	23,6%	-4,6%
SCPI	6,0%	4,6%	4,2%	4,6%	3,4%	1,5%	0,0%
Obligations Souveraines Z€	5,9%	6,8%	1,7%	11,6%	8,6%	-5,8%	-5,4%
Actions émergents	5,1%	18,1%	-12,4%	20,3%	7,5%	6,1%	-12,9%
Obligations émergents	4,3%	7,7%	-2,5%	12,8%	-3,0%	1,7%	-6,6%
Obligations Haut rendement Z€	3,9%	7,1%	-4,3%	7,8%	1,0%	2,0%	-4,2%
Actions Z€	3,8%	18,4%	-14,0%	23,8%	-0,5%	21,6%	-7,3%
Obligations diversifiées Z€	2,6%	2,4%	-1,9%	4,7%	2,3%	-1,1%	-4,3%
Matières premières	0,8%	12,9%	-5,5%	15,7%	1,5%	24,6%	16,8%
Monétaire €	0,6%	0,3%	-0,7%	0,2%	-0,3%	-0,3%	-0,3%

Les rendements des obligations sont encore relativement faibles et, si l'inflation se renforce durablement, les taux d'intérêts réels (taux nominaux dont on retranche l'inflation) pourraient rester longtemps négatifs, les vellétés de durcissement monétaire des Banques centrales étant vite freinées par l'ampleur de l'endettement général. Les investisseurs perdant du pouvoir d'achat à être investis sur la plupart des obligations, cette classe d'actifs servira avant tout à des fins tactiques, pour limiter la volatilité, mais pas pour la performance.

Les matières premières et les obligations indexées sur l'inflation devraient pour leur part être durablement

représentées dans les allocations d'actifs pour se prémunir de l'inflation, même si leur envol récent justifie des prises de bénéfices.

Sur le long terme, l'hégémonie du Dollar pourrait être remise en cause par la mise en évidence de la vulnérabilité de nombreux pays détenant des Dollars (cf. sanctions occidentales vis-à-vis de la Banque centrale russe). Ce dernier point pourrait même induire une remontée plus forte du coût de la dette américaine si les investisseurs internationaux devenaient structurellement plus réticents à acheter du Dollar et à investir sur les obligations américaines.

Quelques thèmes émergent pour les allocations sur les actions :

- Les secteurs énergivores (automobile, transport, chimie...) pourraient voir durablement leurs marges bénéficiaires affectées. Il est donc préférable de les sous-pondérer, d'autant qu'ils devront effectuer des investissements majeurs pour la transition énergétique.
- Les secteurs en situation d'oligopole (luxe...) ou bien ceux dont la structure de coût repose plus sur la main d'œuvre que sur les matières premières (technologiques...) devraient mieux résister dans un contexte plus inflationniste et avec une croissance économique se normalisant.
- La transition énergétique devrait accélérer, nécessitant de gros investissements dans les infrastructures.
- La question de la Défense militaire, de la sécurité informatique, de la sécurisation des approvisionnements en matières premières... seront des priorités pour les États et les entreprises.
- Les entreprises fonctionneront moins en flux tendus, acceptant donc plus volontiers les surcoûts liés au stockage de biens intermédiaires et d'entrants, et la diversification des chaînes d'approvisionnements sera un axe prioritaire.
- Les fusions et acquisitions pourraient accélérer, car c'est souvent une façon rapide et efficace d'effectuer des économies sur sa structure de coût.
- Les filtres du « socialement responsable » devront être révisés : les secteurs de la Défense ou bien l'exploitation des matières premières, bien qu'a priori non éthiques, ne sont-ils pas désormais identifiés comme étant en réalité des urgences vitales et, s'il faut exclure certains pays comme la Russie, qui et selon quels critères devra en décider ?

En guise de conclusion, nous voulions vous remémorer cette citation de Charlie Munger, le principal associé en affaires de l'exceptionnel investisseur qu'est Warren Buffett, et que tout épargnant devrait toujours garder en tête : « la bourse est le meilleur moyen de transférer de la valeur des impatients vers les patients ».



# Marchés Financiers

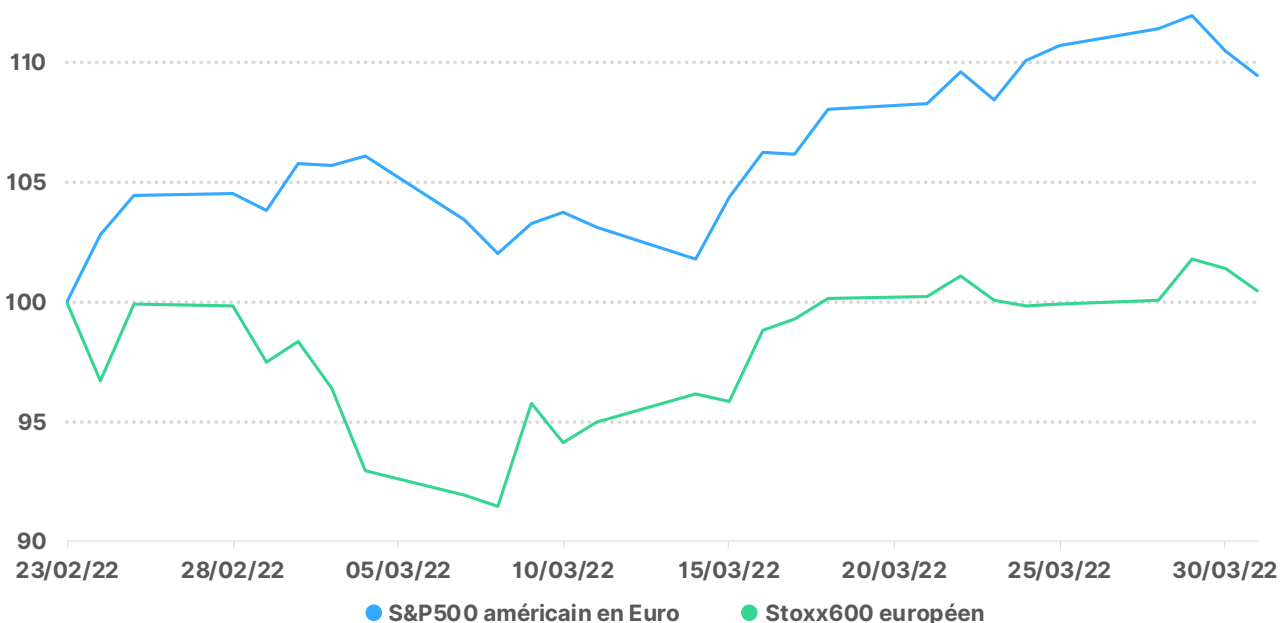
- Les performances des indices d'actions américains et européens, rendues comparables en étant exprimées en Euro, ont été très divergentes depuis le début du conflit en Ukraine.
- Les indices européens, après avoir reculé de -8,6%, ont effacé l'intégralité de leur baisse, et cherchent à se maintenir au-dessus des niveaux d'avant-guerre.
- Les indices américains ont en revanche tout le temps été en progression durant cette période, gagnant même jusqu'à +11,9%.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Le conflit en Ukraine affecte plus l'Europe que les États-Unis. Les prix des matières premières montent partout, mais les États-Unis en étant d'importants producteurs, le risque de pénurie ne se pose pas ou peu pour eux. La consommation des ménages s'essoufflera, et cela pèsera aussi sur les bénéfices des entreprises, mais l'économie n'en sera pas trop affectée. De plus, les indices américains étant plus orientés vers les sociétés de technologie, les hausses de prix des matières premières se font moins sentir que sur les indices européens, plus industriels. En Europe, le risque d'arrêt de certaines activités ne peut être exclu et, même si le conflit s'arrête, les sanctions ne seront pas levées rapidement : l'Europe continuera d'être en situation relative plus difficile. L'arbitrage des investisseurs est donc cohérent.

### Évolutions comparées des indices d'actions européens et américains en Euro depuis la guerre en Ukraine

Sources : Bloomberg, WeSave



# Macro Économie

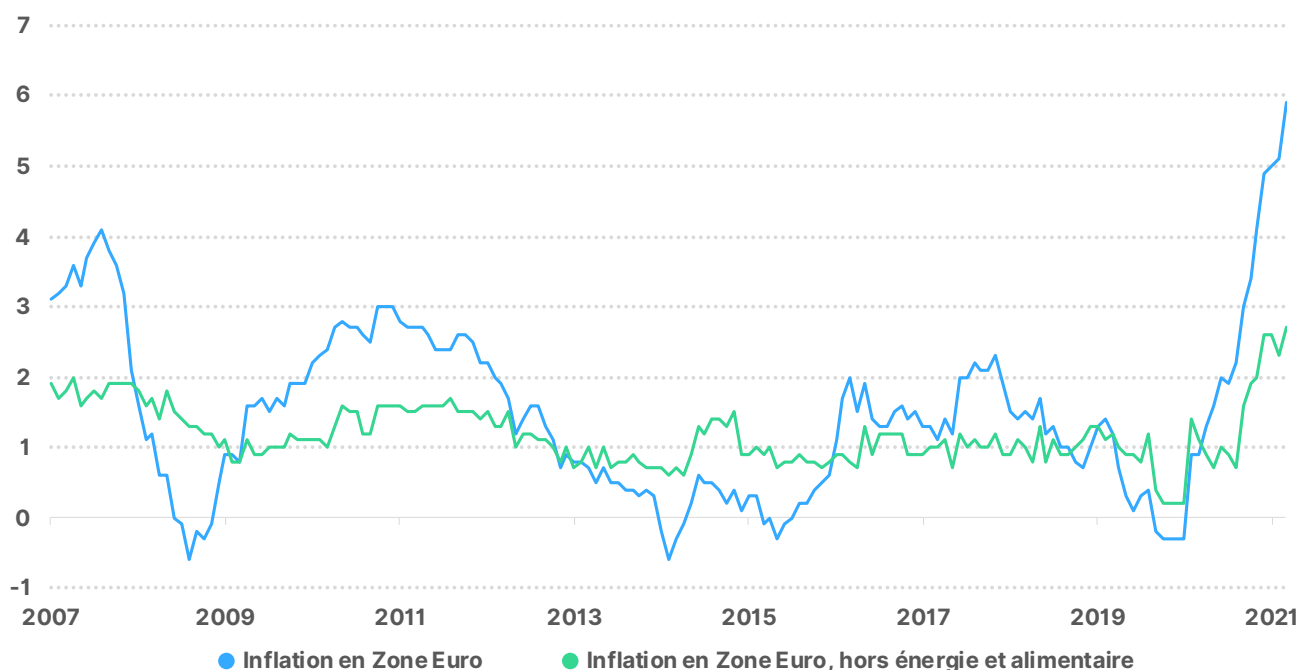
- Depuis la crise des subprimes en 2008-2009, jamais la progression de l'inflation n'avait été aussi forte en Zone Euro.
- L'inflation faciale atteint désormais un record de +5,9% sur 1 an glissant, contre un précédent record de +4,1% en juillet 2008.
- Lorsque l'on retire les données d'inflation de l'impact des composants énergétiques et de l'agro-alimentaire, la progression n'est alors que de +2,7%, ce qui reste néanmoins un record depuis les +2% de mars 2008.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

La COVID a provoqué diverses pénuries de composants, alors que les achats des consommateurs se reportaient vers les biens industriels, beaucoup de services étant inaccessibles pour des motifs sanitaires. La guerre en Ukraine a accentué les pénuries ou craintes de pénuries de matières premières. Les entreprises cherchent alors à reconstituer en urgence des stocks de composants et de matières premières, alors que la production ne parvient pas à suivre. Les prix ne peuvent alors que flamber. Pour les ménages, se pose la question de la soutenabilité de leur consommation dès que leur épargne de précaution sera épuisée. Pour les entreprises, si les bénéfices diminuent du fait des hausses de coûts, ce sont les investissements qui seront remis en cause. L'envol de l'inflation est donc un sujet majeur pour les investisseurs !

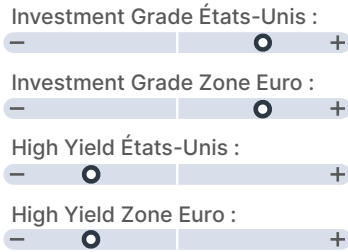
### Inflation en Zone Euro (en %)

Sources : Bloomberg, WeSave



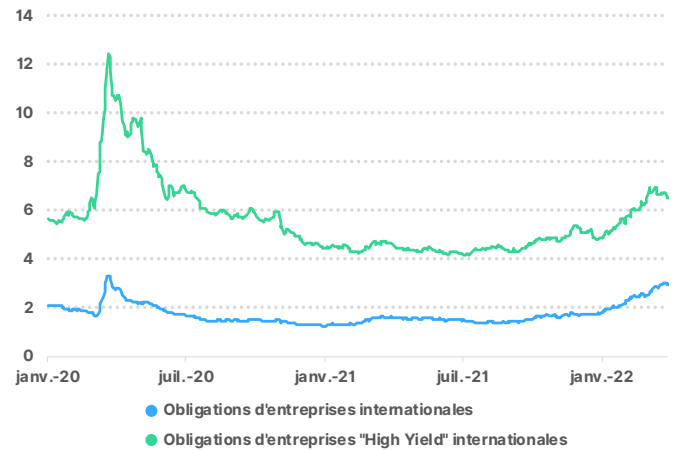


## OBLIGATIONS D'ENTREPRISES



Les rendements des obligations d'entreprises se tendent fortement en ce début d'année. Pour les entreprises aux bilans fragiles (i.e. le « High Yield »), les difficultés se succèdent puisqu'après la crise de la COVID, le coût des matières premières s'envole avec la guerre en Ukraine. Bien entendu, les fournisseurs préféreront livrer les entreprises solides, c'est pourquoi l'activité des entreprises « High Yield » est compromise, et leur solvabilité l'est également. Le risque de défaut de paiement de certaines de ces sociétés ne peut plus être écarté. Bien que les rendements réels des

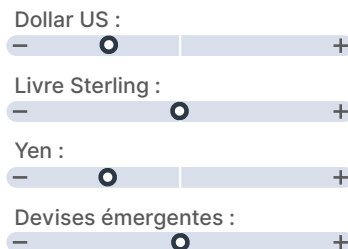
## Rendements des obligations d'entreprises dans le monde (en %)



Sources: Bloomberg, WeSave

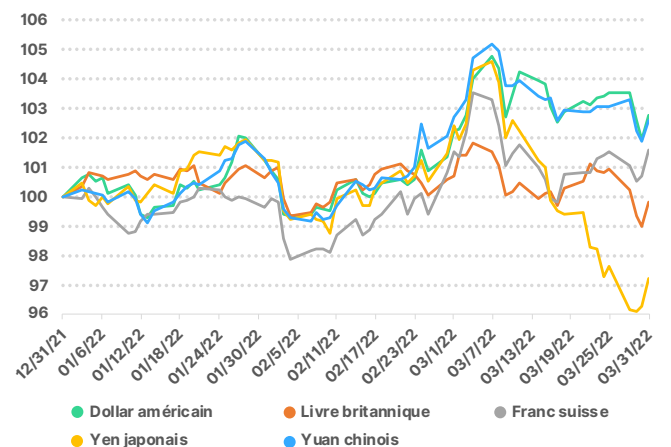
entreprises solides (i.e. « Investment Grade ») soient négatifs, leur solvabilité est en revanche a priori assurée et leurs rendements sont supérieurs à ceux des États. En tactique, nous restons à l'écart du « High Yield », et nous surpondérons l'« Investment Grade » aux dépens des dettes d'États.

## DEVISES



En début d'année, malgré des politiques monétaires décorrélées, les grandes devises fluctuaient modérément face à l'Euro. Depuis le conflit en Ukraine, les investisseurs anticipent que la croissance économique de la zone Euro sera moins forte qu'espérée, et que la BCE aura plus de difficultés à durcir sa politique monétaire. Aux États-Unis, l'inflation accélère beaucoup, mais les perspectives de croissance sont faiblement abaissées, le pays étant producteur de matières premières, son secteur de la Défense bénéficiant de nouvelles commandes,

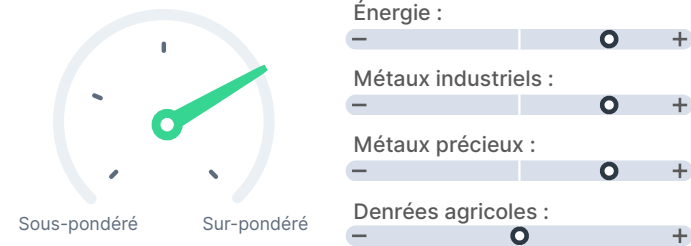
## Performance en 2022 des grandes devises face à l'Euro (Base 100 = 31/12/21)



Sources: Bloomberg, WeSave

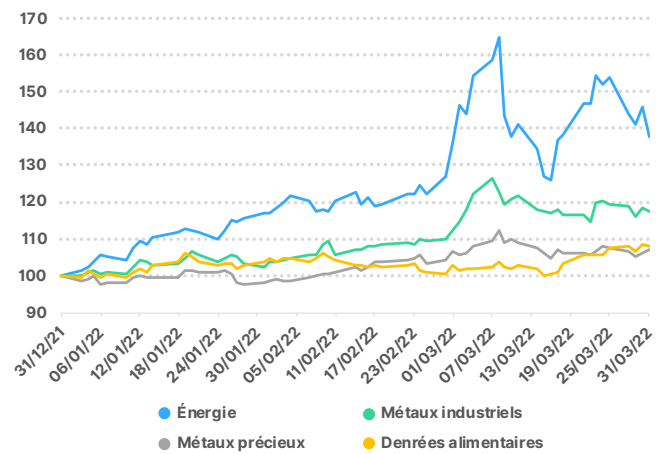
et le pays subissant une moindre compétition des entreprises européennes, ces dernières étant désorganisées par le conflit en cours. La divergence de politique monétaire transatlantique s'accroît, l'Euro pourrait encore sous-performer, mais cela améliorerait la compétitivité des entreprises de la zone.

## MATIÈRES PREMIÈRES



La COVID a désorganisé la production de beaucoup de matières premières, alors que la demande de produits industriels s'envolait. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande expliquait la hausse initiale des matières premières, ce que le conflit en Ukraine a encore accentué. L'énergie, les céréales, quelques métaux spécifiques... concentrent les inquiétudes des investisseurs, des pénuries étant possibles, surtout si cette guerre devait se prolonger. Même dans l'hypothèse d'un conflit s'arrêtant vite, les sanctions à l'égard de la Russie ne seraient pas levées rapidement, et la volonté d'être moins dépendant du

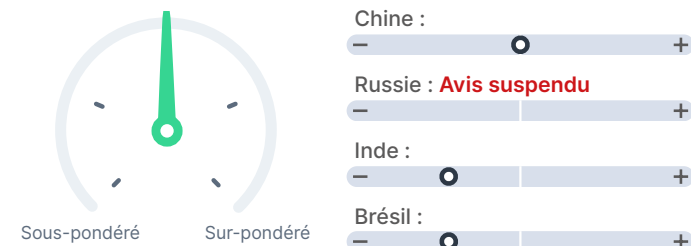
### Performance en 2022 des indices de matières premières (Base 100 = 31/12/21)



Sources: Bloomberg, WeSave

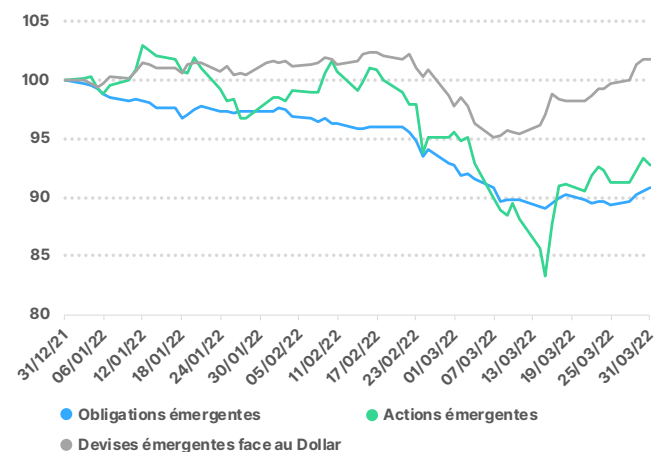
pays serait prioritaire. La volatilité sur les matières premières devrait rester forte, des prises de bénéfices sont probables, mais nous restons surpondérés pour accompagner le cycle économique en cours et pour la protection que cette classe d'actifs offre face à l'inflation.

## ÉMERGENTS



En mars, la volatilité sur les diverses classes d'actifs des pays émergents a été très forte. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a évidemment pesé sur la valorisation des actifs de ces deux pays en bourse, mais leur poids cumulé était marginal dans les indices, d'où un impact direct très modéré. En revanche, l'envol de l'inflation dû aux matières premières inquiète les investisseurs internationaux pour l'ensemble des pays émergents : hausse du coût des importations et de la dette, chute des marges bénéficiaires des entreprises énergivores ou consommant beaucoup de matières

### Performances des actifs émergents (Base 100 = 31/12/20)

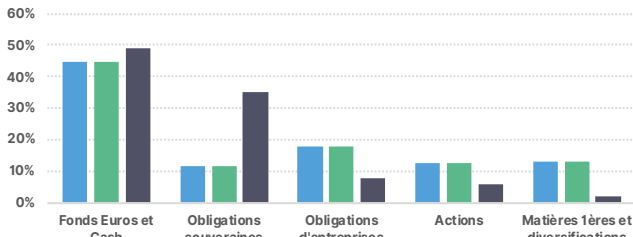


Sources: Bloomberg, WeSave

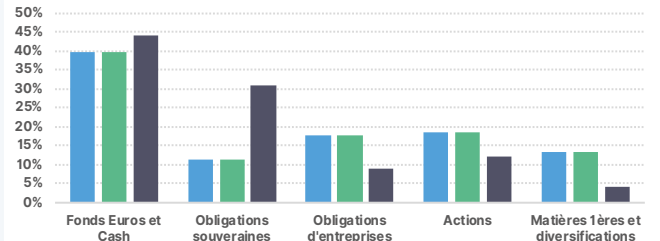
premières, décrochage du pouvoir d'achat des ménages avec en fin de compte, parfois, des risques de famines et d'instabilité politique. La visibilité s'étant dégradée sur les actifs des pays émergents, seule leur faible valorisation nous encourage à maintenir une neutralité à leur égard.

Comparatifs d'allocations entre mar 2022, avr 2022 et la stratégie long terme. ■ avr 2022 ■ mar 2022 ■ Allocation long-terme

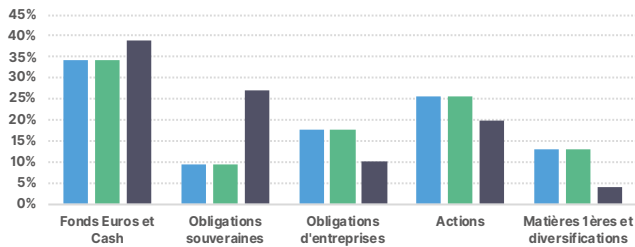
Profil 1 - Prudent



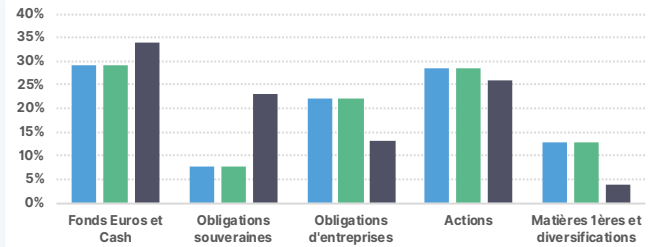
Profil 2 - Prudent



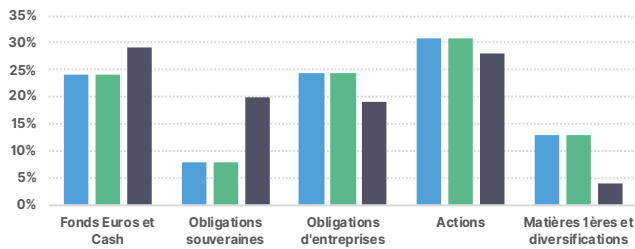
Profil 3 - Défensif



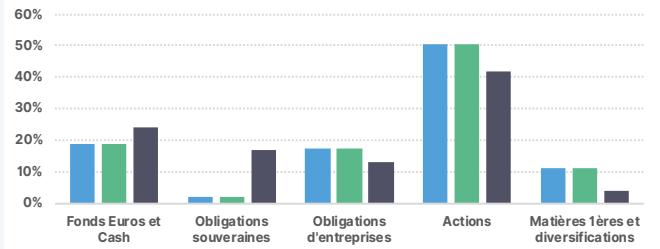
Profil 4 - Défensif



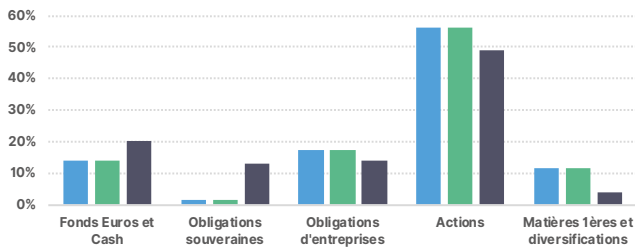
Profil 5 - Équilibré



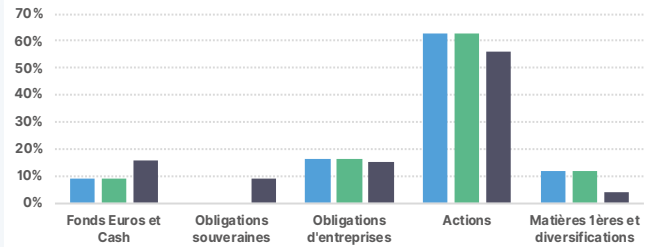
Profil 6 - Équilibré



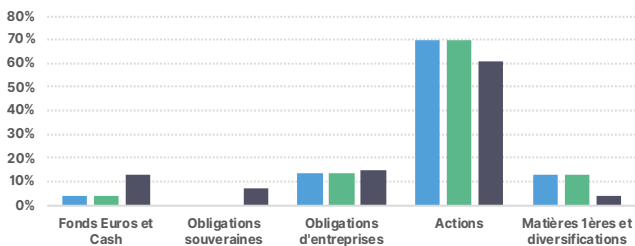
Profil 7 - Offensif



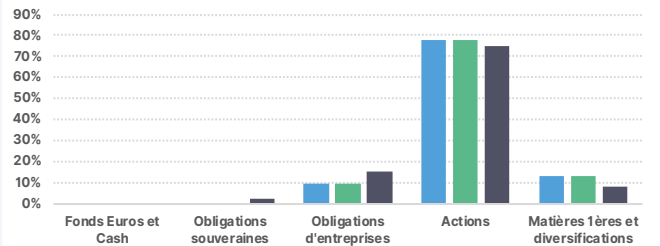
Profil 8 - Offensif



Profil 9 - Agressif



Profil 10 - Agressif



# Pour aller plus loin

## Suis-je (bien) préparé aux coûts des études de mes enfants ?

Estimer le coût des études de vos enfants n'est pas un exercice facile. Composé d'une multitude de variables, le coût global est souvent mal maîtrisé et son financement souvent insuffisant. Compte tenu de notre clientèle répartie aux quatre coins de la France, nous allons ce mois-ci vous présenter différents cas dans lesquels vous pourrez vous projeter.

### 1 - Mon enfant veut faire ses études de commerce à Lyon

Grand classique d'une étude pour le coût de la scolarité, nous prendrons ici le cas d'une école de commerce accessible tant en post-bac qu'en bac +2.

Tout d'abord, combien coûterait un logement à Lyon ? En croisant différents sites d'annonces immobilières, les prix oscillent entre 500€ et 700€. Nous nous baserons donc sur un montant moyen de 600€ pour cette étude.

La vie quotidienne est bien entendu à prendre en compte dans cette étude. Entre les frais d'alimentation, les frais de transports, loisirs et de téléphonie/internet, le budget avoisinerait les 500€/mois.

#### L'équipe des conseillers WeSave

Paul Dubourgais est responsable du pôle patrimonial chez WeSave. Après ses études en Ingénierie Patrimoniale au sein de l'IUP de Caen, il effectue son début de carrière dans différentes structures de gestion privée. Ayant pour souhait que l'investissement haut de gamme soit accessible pour tous et en toute simplicité il rejoint WeSave afin de contribuer à la distribution de ces solutions digitales.



Paul Dubourgais  
Responsable du pôle  
patrimoine

Des aides sont mises en place par le gouvernement (Bourse, APL...). Nous prendrons un montant de 150€ qui pourrait correspondre aux APL.

### Quid des frais de scolarité ?

Ici, les frais de scolarité sont très disparates selon l'école dans laquelle votre enfant fera ses études. Si nous partons sur une admission post bac, les frais de scolarité seront plus importants tandis que si votre enfant fait une classe préparatoire ou un IUT / BTS avant l'entrée en école de commerce, ces derniers seront minorés sur les deux premières années.

Ci-dessous les frais de scolarité pour un parcours en école de commerce renommée dans le bassin lyonnais :

	Admission Post bac	Admission Bac +2
Année 1	11 500 €	169 €
Année 2	11 500 €	169 €
Année 3	11 500 €	15 900 €
Année 4	11 500 €	15 900 €
Année 5	15 000€*	15 900 €

Maintenant que nous avons toutes les variables, nous pouvons déterminer le montant global arrondi :

Parcours Postbac	Parcours admission bac +2
118 000 €	105 000 €

### Quel montant dois-je épargner pour financer en totalité ces études ?

Via WeSave.fr et nos outils de simulations, vous pouvez aisément simuler un montant à atteindre sur une durée définie.

Pour notre exemple d'études en école de commerce, nous avons pris les paramètres suivants :

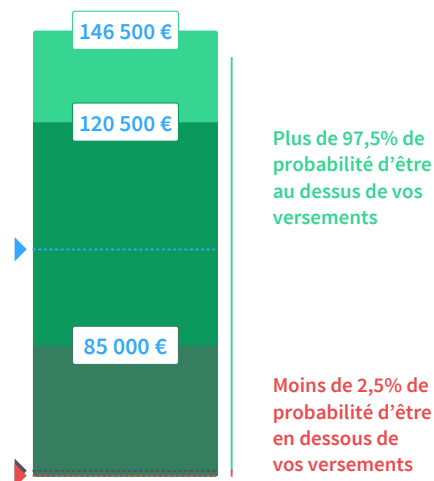
- > Versement mensuel : 350€
- > durée d'investissement : 15 ans
- > Versement initial : 350€
- > Profil de risque : 6 (Offensif 1)

### En 2037 (dans 15 ans)

**Votre objectif :**  
110 000 €

**Vos versement :**  
63 500 €

**Scénario de crise**  
46 000 €



En 2037, il est très probable que la valeur de votre épargne soit comprise entre 85 000 € et 120 500 €

Pour rappel, il s'agit d'une simulation financière et les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Enfin, les montants peuvent faire preuve d'ajustements, notamment grâce aux formations en alternance (L'année étant prise en charge par l'employeur via la taxe d'apprentissage).

## 2- Mon enfant veut faire ses études de Médecine à Caen

Nous partons ici sur un parcours généraliste sans spécialisation soit une durée de 9 ans.

Le coût d'un logement à Caen est moins élevé que pour notre exemple précédent. En moyenne, la location d'un studio oscille entre 350 et 450€.

Concernant les frais de scolarité, il s'agit de frais universitaires donc relativement marginaux. Seules deux variables sont à prendre en compte :

Le coût de la prépa santé avant la première année (4000€)

Les frais des documents pédagogiques (environ 1500€)

Nous maintiendrons le même montant de vie quotidienne soit 500€.

A partir de la 4ème année, votre enfant bénéficiera d'une rémunération en tant qu'externe puis interne.

1ère année d'externat	3 120 €
2ème année d'externat	3 840 €
3ème année d'externat	4 680 €
1ère année d'internat	18 473 €
2ème année d'internat	20 450 €
3ème année d'internat	27 042 €

Compte tenu des rémunérations évolutives, nous considérerons que votre enfant sera autosuffisant financièrement lors des deux dernières années.

De fait, le coût global serait de 90 000€.

Nous prendrons en compte les paramètres suivants afin d'établir un projet d'épargne :

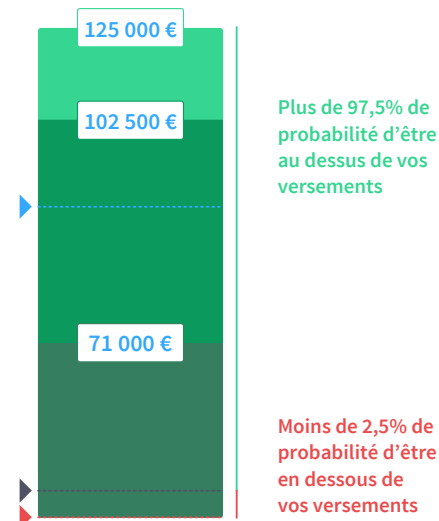
- > Versement mensuel : 400€
- > durée d'investissement : 12 ans
- > Versement initial : 300€
- > Profil de risque : 6 (Offensif 1)

### En 2034 (dans 12 ans)

**Votre objectif :**  
90 000 €

**Vos versement :**  
58 000 €

**Scénario de crise**  
40 500 €



En 2034, il est très probable que la valeur de votre épargne soit comprise entre 71 000 € et 102 500 €

## 3 - Mon enfant veut faire ses études d'ingénieur à Paris

Concernant ce dernier cas, et sans grande surprise, le coût du logement et de la vie quotidienne sera le plus important parmi tous les exemples cités.

L'intervalle est relativement important selon les arrondissements (entre 700 et 1000€). Nous partons ici sur la base de 850€, charges comprises.

La vie quotidienne peut faire l'objet d'une revalorisation par rapport à Caen et Lyon (20% environ) soit un peu plus de 600€.

Seule bonne nouvelle dans cet exemple, les écoles d'ingénieurs sont bien moins onéreuses que les écoles de commerce.

L'école prise pour cette étude annonce des frais de scolarité à hauteur de 2650€/an et est admissible après une classe préparatoire scientifique.

## Admission Post bac

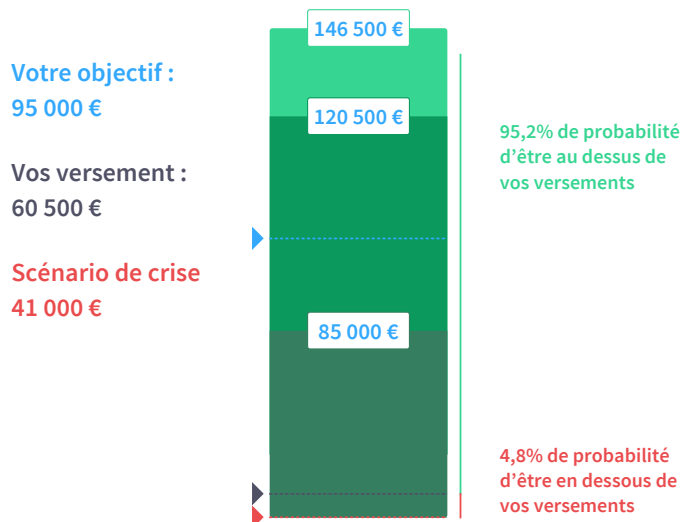
Année 1	169 €
Année 2	169 €
Année 3	2 650 €
Année 4	2 650 €
Année 5	2 650 €

Soit un total d'environ 95 000€ pour ce dernier cas

Nous prendrons en compte les paramètres suivants afin d'établir un projet d'épargne :

- > Versement mensuel : 500€
- > durée d'investissement : 10 ans
- > Versement initial : 300€
- > Profil de risque : 8 (Offensif 3)

## En 2032 (dans 10 ans)



En 2032, il est très probable que la valeur de votre épargne soit comprise entre 69 000 € et 101 500 €

Vous l'aurez ainsi compris, préparer les études de vos enfants n'est pas un sujet anodin et mérite une attention particulière. Notre équipe de conseillers est à votre écoute et à votre disposition pour échanger sur ce projet d'épargne.



# AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais



Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à [conseiller@wesave.fr](mailto:conseiller@wesave.fr)

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC- 4 rue Charlemagne 75004 PARIS - SAS au Capital de 272 820 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.